

Communiqué

#29SEPTEMBRE

LES RETRAITÉES ET LES RETRAITÉS DES FINANCES SERONT DANS LA RUE !

Le 29 septembre, les agents et agentes de la Fonction publique seront en grève et en manifestation à l'appel de tous les syndicats, pour leurs salaires, leurs conditions de travail et les moyens des services publics : pompiers, soignant-es, enseignant-es et celles et ceux qui assurent des missions de services public.

Mais cette journée ne concerne pas que les fonctionnaires et agents et agentes publics en activité : les retraités.e.s sont aussi concernés !

Nous, retraitées et retraités des Finances portons dans notre ADN la solidarité intergénérationnelle et nous menons un combat solidaire pour défendre les services publics et celles et ceux qui les font fonctionner dans d'immenses difficultés faute de moyens et de reconnaissance salariale.

Mais nous avons aussi besoin de plus de services publics pour mieux vivre, se soigner, se déplacer, se loger, pour l'école de nos petits-enfants...

Nous avons besoin de plus de services publics pour faire face au dérèglement climatique et ses conséquences dans nos vies quotidiennes, comme l'été nous l'a durement rappelé.

Nous avons besoin de plus de services publics avec des accueils et des présences dans tous les territoires face à la progression de plateformes déshumanisées et gérées de plus en plus par des robots !

Cette journée s'inscrit dans le combat contre les lois de finances pour l'année 2027 !

Avec 54 milliards d'économies, tous les services publics vont être durement frappés. Quand un service ferme, s'éloigne ou se dégrade, il faut attendre davantage, parcourir plus de kilomètres, souvent renoncer, parfois même être mis en danger... Quand un service devient privé ça coûte plus cher, car le privé lucratif cherche à faire des profits, pas le service public. Réduire les services publics en faisant croire que cela fait faire des économies, c'est faux !

Renforcer les services publics, c'est dynamiser l'économie.

Les services publics jouent un rôle majeur dans l'économie de nos territoires et de nos bassins d'emplois et dans l'absolue nécessité de les réindustrialiser.

Il n'y aura pas de transition environnementale sans changer profondément nos modes de production avec de nouvelles infrastructures pour favoriser des circuits courts, avec un mix énergétique, une nouvelle gestion de nos ressources en eau.

Services et investissements publics participent directement à notre capacité à produire et à développer l'emploi.

Nous, agents et agentes des Finances nous savons que les moyens financiers existent et nous les avons chiffrés dans nos publications !

Nous savons qu'une réforme de justice fiscale pourrait renforcer efficacement de 80 à 100 milliards les recettes de l'Etat mais à condition que la volonté existe de s'attaquer enfin au capital !

Le récent rapport d'enquête sénatorial sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises a démontré que les aides publiques aux entreprises représentent 211 milliards d'euros sans contrôle, ni critères et conditionnalité.

Les richesses se concentrent toujours davantage : entre 2010 et 2025, la fortune cumulée des 500 plus grandes fortunes professionnelles a connu une hausse de près de 370 % !

Nous, agents et agentes des Finances nous manifesterons pour dire : nous ne laisserons pas les retraitées et retraités être stigmatisés dans la prochaine loi de finances, ni les personnels de la Fonction publique.

Puisque nous sommes toutes et tous concernés, alors nous serons toutes et tous mobilisé.e.s et présent.e.s dans toutes les manifestations organisées dans nos territoires le 29 septembre prochain.

Ce sera un premier message fort adressé au Gouvernement avant notre action du 14 octobre sur la revalorisation du point d'indice AGIRC – ARCO et du 29 novembre, journée d'appel à la mobilisation des retraitées et retraités, où nous serons toutes et tous à Paris pour défendre nos retraites, nos droits humains et sociaux.